

# LE TEMPS

31.03.2021, Boris Busslinger

## Deux initiatives pour verdir l'agriculture

La population donnera cet été sa vision du futur de la production alimentaire suisse. Honnis par une partie des paysans, célébrés par d'autres, deux projets sont sur la table pour réduire les quantités de pesticides et autres substances chimiques.

C'est le futur de l'agriculture et de la production alimentaire suisses qui se joue dans les urnes le 13 juin. Au menu, deux initiatives qui divisent le monde paysan et sur lesquelles le peuple est appelé à trancher: «Pour une eau potable propre et une alimentation saine» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». De quoi s'agit-il? Tour d'horizon des principaux enjeux.

Les campagnes suisses tiendront le haut de l'affiche ces prochains mois. En cause, deux initiatives sur lesquelles nous voterons le 13 juin: «Pour une eau potable propre et une alimentation saine» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». De quoi s'agit-il? Tour d'horizon des principaux enjeux.

### QUE DEMANDENT CES INITIATIVES ET QUI LES A LANCÉES?

Déposées en 2018, les deux propositions populaires ont un objectif commun: rapidement verdir l'agriculture. Abrégée «initiative eau propre», la première est l'oeuvre d'une personne: Franziska Herren, professeure de fitness à Wiedlisbach, petite commune située dans le nord du canton de Berne. Cette quinquagénaire a réuni 100000 signatures derrière une idée: conditionner les paiements directs aux agriculteurs. A trois critères: une production «sans pesticides», l'obligation d'alimenter ses animaux avec du fourrage «produit dans l'exploitation», et l'interdiction d'administrer aux bêtes des antibiotiques «à titre prophylactique» ou de manière «régulière».

Communément appelée «initiative pesticide», la deuxième a été lancée par un comité citoyen majoritairement neuchâtelois. En font notamment partie Jean-Denis Perrochet, vigneron biodynamique à Auviernier (NE), Edward Mitchell, professeur de biologie à l'UniNE, et Stéphanie Hüsler, avocate (NE). Elle demande l'interdiction généralisée des produits phytosanitaires de synthèse: dans la production agricole, lors de la transformation des produits, à des fins d'entretien du paysage, mais aussi parmi les importations, qui devraient bannir les denrées étrangères contrevenant à ces principes. Contrairement à la première initiative, qui ne concerne que l'agriculture subventionnée, elle vise la disparition des pesticides de synthèse dans tous les domaines.

### QUI LES SOUTIENT, ET QUI S'Y OPPOSE?

A quelques exceptions près, les deux initiatives sont soutenues ou décriées en bloc. Au niveau politique, les deux objets ont le soutien des Verts, du Parti évangéliste et du Parti socialiste suisse ainsi que celui de plusieurs organisations de défense de la nature tels le WWF, Pro Natura et Greenpeace.

La faïtière Bio Suisse et le syndicat «pour une agriculture durable» Uniterre figurent parmi les rares organismes nuancés. Leurs positions ne sont pas encore officiellement arrêtées, cependant ils devraient défendre l'initiative pour une Suisse sans pesticide de synthèse mais s'opposer à sa

coreligionnaire «eau propre». Les vert'libéraux suisses ont également un avis contrasté, toutefois inverse: oui à l'initiative eau propre, liberté de vote s'agissant du deuxième objet.

Réuni au sein d'une «alliance contre les initiatives phytos extrêmes», le camp du double non compte quant à lui les partis bourgeois (Centre, PLR, UDC), l'Union suisse des paysans (USP), la Fédération suisse des producteurs de céréales, celle des vigneron, Swiss Tabac, Swiss Granum et la plupart des chambres d'agriculture cantonales.

#### QUELS SONT LES ARGUMENTS POUR?

Les initiants derrière la proposition «eau propre» partent du constat que l'agriculture actuelle nécessite de grandes quantités de pesticides, antibiotiques, lisiers et autres importations de fourrage. Ces pratiques, disent-ils, menacent la qualité de la nourriture et de l'eau, du climat, de la biodiversité, de l'air. Ce qui nuit à notre santé et à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire du pays. Pour changer la donne, ils souhaitent «réorienter» les quelque 3,5 milliards de francs dépensés chaque année pour subventionner l'agriculture. Vers une production écologique.

L'initiative «pesticide» a quant à elle un but clair: s'en débarrasser. Ces produits empoisonnent l'environnement, affirment les initiants, qui estiment qu'un changement global de méthode est nécessaire. Seuls les produits contenant des molécules de synthèse «inexistantes dans la nature» sont visés: les traitements bios comme le cuivre, le soufre ou le magnésium ne seraient pas concernés par l'initiative (ce qui n'est pas interprété ainsi par les opposants). Conscient de l'effort demandé aux paysans, les initiants ont prévu dix ans pour passer d'un système à un autre. Le temps nécessaire «pour réviser le système agricole et alimentaire, adapter la législation pertinente et développer une agriculture qui prend davantage en compte la santé et la biodiversité».

#### ET LES ARGUMENTS CONTRE?

Les opposants s'opposent en bloc aux deux propositions législatives. S'agissant de l'initiative eau propre, ils affirment qu'il s'agit d'un texte «punitif» – puisqu'il ne vise que le monde agricole – qui «ignore les réalités du terrain». Le recours aux pesticides est parfois nécessaire pour empêcher maladies et parasites de détruire les récoltes, soulignent-ils: «Les familles paysannes font déjà de leur mieux pour cultiver leur domaine de manière écologique.»

D'après eux, priver de subventions les exploitations qui ne parviennent pas à nourrir leurs animaux avec leur propre production, c'est les pousser à un choix simple: se priver de paiements directs pour pouvoir continuer de travailler ou mettre la clé sous la porte. Une acceptation du texte n'aurait ainsi pour effet qu'un recul de la production indigène, des pertes d'emplois locaux et une augmentation des importations. Brandissant un avis de droit, les initiants estiment que leur texte tolérerait que l'alimentation des cheptels provienne «de Suisse», et non pas seulement de l'exploitation concernée – ce qui n'est là non plus pas vu du même oeil par leurs opposants.

Quant à l'initiative pesticides, affirment ses détracteurs, elle susciterait un passage forcé au bio de la part de l'ensemble des fermiers suisses, ce qui susciterait une hausse généralisée du prix des aliments. Ils considèrent par ailleurs que «les exigences en matière d'importation pourraient entrer en contradiction avec les engagements de la Suisse au sein de l'Organisation mondiale du commerce» – ce que les initiants nient avec véhémence. Les opposants mettent également en garde contre l'impossibilité pour certaines entreprises de poursuivre leur activité dans ces conditions et anticipent des délocalisations, notamment dans le domaine du commerce de café et de cacao.

#### UN PEU DE CONTEXTE POUR TERMINER

Bien qu'il s'y oppose, le Conseil fédéral a reconnu le bien-fondé des deux initiatives, notamment en ce qui concerne «la concentration trop élevée de substances fertilisantes ou de pesticides dans les cours d'eau des régions». Pour y répondre, le gouvernement avait prévu «un train de mesures destiné à réduire l'impact sur l'environnement lié à l'utilisation d'éléments fertilisants et de pesticides». La nouvelle politique agricole devait contenir ces éléments. Malgré un large consensus lors de la consultation, elle a toutefois été torpillée par les relais politiques de l'Union suisse des

paysans sous la Coupole. Une initiative parlementaire y a formulé une alternative début mars, qui demande une «réduction des risques liés aux produits phytosanitaires de 50% d'ici à 2027 par rapport à la valeur moyenne des années 2021 à 2025». Convaincante d'après le camp bourgeois, mais pas selon les initiants. ■